

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/24  
G/SG/62  
6 mars 2003  
(03-1305)

Conseil du commerce des marchandises  
Comité des sauvegardes

Original: anglais

## MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES IMPOSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR CERTAINS PRODUITS EN ACIER

Notification au Conseil du commerce des marchandises des résultats des consultations  
menées entre les Communautés européennes et la Turquie au titre de  
l'article 12:3 et 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes

La Mission permanente de la Turquie et la Délégation permanente de la Commission européenne ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 mars 2003.

---

Conformément à l'article 12:5 de l'*Accord sur les sauvegardes*, la Turquie et les Communautés européennes ont l'honneur d'adresser une notification conjointe des résultats des consultations prévues à l'article 12:3 et 12:4 dudit accord, qui ont eu lieu entre les Communautés européennes et la Turquie le 27 septembre 2002 au sujet des mesures de sauvegarde provisoires et définitives imposées par les Communautés européennes sur certains produits en acier et notifiées au Comité des sauvegardes de l'OMC le 27 mars 2002 (G/SG/N/6/EEC/1, G/SG/N/7/EEC/1 et G/SG/N/11/EEC/1) et le 2 septembre 2002 (G/SG/N/8/EEC/1 et G/SG/N/10/EEC/1), respectivement.

**S.E. M. Mehmet GÖRKAY**  
Ambassadeur  
Mission permanente de la Turquie

**S.E. M. Carlo TROJAN**  
Ambassadeur  
Délégation permanente des  
Communautés européennes

Conformément à l'article 12:5 de l'Accord sur les sauvegardes, et compte tenu du modèle de présentation des notifications convenu (G/SG/1, 1<sup>er</sup> juillet 1996), les Communautés européennes et la Turquie présentent la notification suivante au Conseil du commerce des marchandises.

---

**Notification, au titre de l'article 12:5, des résultats des consultations prévues à l'article 12:3 et 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes, qui ont eu lieu entre les Communautés européennes et la Turquie le 27 septembre 2002 au sujet des mesures de sauvegarde définitives imposées par les Communautés européennes sur certains produits en acier et notifiées au Comité des sauvegardes de l'OMC le 3 septembre 2002.**

**1. Indiquer la disposition au titre de laquelle des consultations ont eu lieu**

L'article 12:3 et 12:4.

**2. Indiquer la référence du document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde au sujet de laquelle des consultations ont eu lieu**

G/SG/N/6/EEC/1

G/SG/N/7/EEC/1

G/SG/N/11/EEC/1

G/SG/N/8/EEC/1

G/SG/N/10/EEC/1

**3. Indiquer les Membres ayant participé aux consultations ainsi que la période pendant laquelle les consultations ont eu lieu**

Les Membres ayant participé aux consultations étaient les Communautés européennes et la Turquie. Les consultations, qui ont eu lieu le 27 septembre 2002, ont duré environ deux heures.

**4. Décrire les résultats des consultations**

Les consultations visaient à clarifier les questions de fait et de droit relatives aux mesures de sauvegarde provisoires et définitives appliquées par les CE. La Turquie a posé des questions au sujet principalement des aspects factuels et juridiques des mesures définitives et de la façon de voir de la Commission européenne concernant certaines questions, y compris l'accroissement des importations, l'existence d'un dommage ainsi que d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage causé à la branche de production nationale, l'absence de parallélisme entre le champ de l'enquête et le champ des mesures, la compensation au plan commercial des effets défavorables des mesures sur les échanges commerciaux, l'application de mesures de sauvegarde entre les membres d'une union douanière et la définition de la notion de pays en développement aux fins de l'application de l'article 9 de l'*Accord de l'OMC sur les sauvegardes*, questions auxquelles la Commission européenne a répondu en donnant des explications.

En conclusion, la Turquie a indiqué qu'elle réservait tous ses droits pour ce qui était du recours aux mesures correctives prévues à l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes. De plus, elle s'est dite satisfaite des consultations menées et des réponses fournies, tout en faisant observer que les explications données ne répondraient pas nécessairement à toutes ses préoccupations. Elle a demandé que les préoccupations qu'elle avait exprimées tant au cours des consultations que dans les procédures ultérieures soient totalement prises en considération et, en particulier, que les observations formulées

par les entreprises turques susceptibles d'être affectées par les mesures définitives soient pleinement prises en compte.

La Commission européenne s'est félicitée d'avoir eu la possibilité d'expliquer les mesures définitives et de connaître les vues de la Turquie à ce sujet.

---